



ATTER
Agroecological Transitions for
Territorial Food Systems

ATTER (Agroecological Transition of Territorial food systems) is an EU-funded project for scaling up agroecological transitions for territorial food systems through cross-case studies, relying on 16 territorial case studies anchored in five countries (France, Italy, United Kingdom, Brazil and USA) and on the complementary skills of the 18 participating organisations.

Synthèse du séminaire chercheurs/acteurs Brésil-France autour des politiques alimentaires agroécologiques à l'échelle territoriale

UFRRJ/CPDA, Rio de Janeiro, 8 novembre 2022

Cet atelier de politiques publiques avait pour objectif d'échanger à partir d'expériences de politiques territoriales au Brésil et en France et de formes d'action collective innovantes visant à reconnecter agroécologie, alimentation et santé. Il a rassemblé 15 personnes en présentiel et 17 online : chercheurs, membres d'organisations et réseaux engagés dans ces thématiques, acteurs des politiques publiques.

Introduction

L'événement, organisé au CPDA à Rio par l'UFRRJ, l'INRAE, l'UFRGS et l'ASPTA (tous participants du réseau ATTER) avec la participation de l'ANA (Articulation Nationale d'Agroécologie) et de la Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), a bénéficié du soutien du projet ATTER et également de la contribution des agences de recherche brésiliennes CAPES et CNPq.

L'atelier était structuré en deux sessions, l'une sur les politiques publiques et l'autre sur l'action collective. Dans la première, l'expérience française de la politique des « Projets Alimentaires Territoriaux » ainsi que ses déclinaisons en Ardèche, l'un des territoires d'études de nos projets, ont été présentées par G. Maréchal, C. Lamine et K. Nunes, et les expériences brésiliennes des villes de Curitiba et Belo Horizonte ont été relatées par C. Grisa et D. Adil. Dans la seconde, des initiatives brésiliennes et françaises autour de la reconnexion entre agroécologie, alimentation et santé ont été présentées par H. Lopes, L. Soares, A. Freire, M. Jenatton et C. Lamine, dans l'optique d'impulser des effets d'apprentissage croisés et des débats translocaux. Tout au long de la journée, les débats, animés par C. Schmitt, R. Maluf, P. Niederle et A. Brandenburg, ont permis de discuter de nombreuses questions, notamment autour de l'échelle territoriale, de la place de l'écologisation dans les transitions, et des effets des crises et ruptures politiques.

Qu'est-ce que l'échelle territoriale ?

Dans les deux pays comme plus largement, l'échelle « territoriale » est de plus en plus invoquée pour traiter de transition agri-alimentaire. Elle réfère davantage, au terme de nos discussions, à une échelle pertinente pour les acteurs et pour l'action collective afin d'appuyer la transition agri-alimentaire, à une échelle qui renvoie à un sentiment d'appartenance partagé, tout comme à des flux et échanges concrets, tant matériels qu'immatériels, plus qu'à une échelle administrative. Cependant, certains instruments de politique publique comme les PAT en France favorisent de fait l'échelle administrative, et notamment les intercommunalités. Ceci découle des effets de la « projectification » croissante dans les modes d'intervention et de financement publics, mais aussi d'effets d'aubaine pour les élus locaux.

Au Brésil, hormis quelques politiques pilotes comme le programme Ecoforte, la plupart des politiques « territoriales » sont développées aux échelles classiques (Etats ou *Municípios*). En outre, le tournant de la « nouvelle gestion publique » (*New Public Management*) se traduit par un développement des processus de tertiarisation et de partenariats publics/privés, comme le montre le cas de Curitiba par exemple, qui permettent de gagner en efficacité mais posent la question de l'implication des citoyens.

Quelle écologisation dans la transition agri-alimentaire ?

En France, une des conséquences des effets d'opportunités du plan de relance de 2020 (post-Covid) est que les réseaux alternatifs largement à l'origine de la mise à l'agenda des questions de transition agri-alimentaire se retrouvent finalement peu présents dans les projets et que ceux-ci, malgré leur insertion dans la loi sur l'agroécologie, s'avèrent souvent traiter assez peu d'écologisation. Du fait des effets de cadrage institutionnels, ces projets tendent à favoriser une perspective économique centrée sur l'approvisionnement plutôt qu'une perspective plus politique et critique qui conduirait à discuter des rapports de force au sein des systèmes alimentaires territoriaux. Néanmoins, une

analyse plus fine et plus située montre plus d'hétérogénéité notamment en fonction des acteurs qui sont associés à la réflexion et au suivi du projet et des formes de mise en débat et de gouvernance mises en œuvre. Aussi il y a-t-il une forte interdépendance entre l'échelle géographique choisie, le réseau des acteurs associés, et le périmètre thématique défini.

Quelle résilience des transitions agroécologiques en période d'instabilité et de crise ?

Bien entendu, les contextes brésilien et français sont différents : place de la question alimentaire d'abord, avec un cadrage par la « faim » qui reste plus présent et remonte d'ailleurs dans l'agenda au Brésil, types d'agriculture et politiques publiques agricoles, et bien sûr degré de stabilité politique, avec une bien plus grande discontinuité des politiques publiques au Brésil, suite au démantèlement généralisé des politiques novatrices des années 2000 à partir de 2016. Nos différentes recherches et dispositifs de recherche-action, par exemple le travail de l'ANA sur les politiques municipales au Brésil, l'observatoire ATTER au niveau international, nous permettent de pointer quelques facteurs clés de résilience des dynamiques de transition :

- les effets de relais que peut prendre un niveau d'action publique sur un autre (par exemple, le niveau local lorsque les politiques nationales s'affaiblissent),
- le rôle clé de réseaux multi-acteurs nationaux comme justement l'ANA au Brésil,
- ou encore, l'importance de favoriser dans les politiques publiques, des perspectives ouvertes de la transition, plutôt que des cadrages trop pré-définis et rigides qui tendent à conduire à une homogénéisation des projets et ne favorisent pas les nécessaires adaptations aux contextes changeants.

Suites

L'entrée sociale, avec les expériences françaises autour de la sécurité sociale de l'alimentation, a aussi été au cœur des échanges et réflexions croisées de cet atelier. Au terme de ces échanges, de nombreuses autres questions restent à approfondir dans la suite des projets ATTER et Capes-Cofecub, entre chercheurs et acteurs impliqués dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques : la place montante de la question énergétique, le rôle des femmes et des jeunes dans ces dynamiques de transition etc. Les participants espèrent que ces discussions et échanges entre France et Brésil pourront être remobilisés dans la période de « reconstruction » qui s'annonce au Brésil, tout comme dans les débats français, qui gagneraient à s'enrichir de l'expérience brésilienne. ■



Ressources

Sur les Projets Alimentaires Territoriaux : Policy Brief ATTER à paraître

Réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux : <https://rnpat.fr/>

Sur le Brésil, observatoire **Agroecologia em rede** <https://agroecologiaemrede.org.br/> et sur les politiques municipales : <https://agroecologiaemrede.org.br/colheita/agroecologia-nos-municipios/>



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under the Marie Skłodowska-Curie grant agreement No 101007755